

DANS QUEL MONDE VIVONS-NOUS ?

Mais quel est ce monde qui grandit autour de nous et se développe et dont les fruits de la croissance sont de moins en moins disponibles à ceux qui les produisent ?

Cette société, c'est celle qui a pris la place du rêve qui anime chaque enfant au moment de penser son avenir. Mal payés de leurs risques, opprimés par une organisation maltraitante et un management démuné, le policier et le pompier ne font plus rêver ; mal payé de l'attention à transmettre son savoir, être professeur des écoles ou du lycée ne motive plus grand monde. Transformé en machine à réduire les coûts, l'ingénieur fait de moins en moins briller le regard. Faire une belle carrière dans le commerce, dans la banque ou l'assurance, s'investir, progresser et être reconnu pour cela, qui vraiment y croit ?

Nous habitons désormais dans la société du meilleur rapport qualité prix. Même quand les indicateurs macro-économiques sont dans le vert, le moral est dans le rouge. Un monde où il n'est plus rare désormais de perdre la tête, prise dans l'étau des injonctions paradoxales. Un monde du travail dont le pire est devenu l'ordinaire des organisations rationalisées par la réduction des coûts : faire plus vite, et faire avec moins. Un monde où la classe politique et les dirigeants des grandes entreprises scrutent avec dédain l'explosion des risques psychosociaux et au lieu d'en traiter la cause, s'abandonnent avec cynisme au simplisme des gourous du développement personnel.

Un monde enfin, gouverné par la pensée magique, celle du chiffre rond, des tableurs et des KPI. Un monde simplifié à l'extrême. Un monde, bientôt, dans lequel pi est égal à deux parce que c'est plus simple, dans lequel la terre est plate parce que c'est plus clair, dans lequel on se débrouille très bien avec 100 muscles au lieu de 639 parce que ça coûte moins cher à entretenir. Être pour, c'est bien, être contre, c'est mal, vouloir réfléchir avant de décider, objectiver les causes et hiérarchiser les conséquences, alors là c'est très, très mal.

L'explosion sans limite des moyens de calcul a fait le lit d'une vision du monde froide et désincarnée. Désormais tout est modèle, corrélation et algorithme. L'artificialisation des sols est allée de pair avec l'artificialisation des politiques, la productivité au détriment de la vie. Mais l'équilibre et la moyenne ne disent rien des phénomènes intimes qui prennent naissance dans le corps social pour lui donner vie. L'économie statistique est une langue morte. Car le chômage peut bien être mesuré à 7 %, quand on a perdu son emploi on est bien 100 % chômeur.

Être heureux ou malheureux, satisfait ou mécontent, motivé ou fatigué sont des états fondamentaux de chacun d'entre nous qui guident à la performance collective. Et il n'existe aucun modèle qui intègre ce qui fait la vérité de toute personne au moment où elle est confrontée à une décision. Car le monde est complexe, la vie est complexe et l'évolution humaine n'est rien d'autre que l'adaptation nécessaire à intégrer cette complexité pour la comprendre et la maîtriser. Pour cela il faut des compétences, de la créativité et de l'expérience, le goût de l'effort et l'ambition des choses bien faites. Et un peu d'espace et de temps pour développer ce projet et cultiver ses interactions dans un collectif de travail.



François Hommeril,
président de la CFE-CGC

Nous sommes les acteurs de cette complexité. Observer, comprendre et agir, prendre ses responsabilités, régler les problèmes et faire des choix éclairés, c'est la mission fondamentale d'un membre de l'encadrement. C'est votre mission. Bienvenue à tous dans ce palais des congrès où...

IL Y A 24 ANS

Il y a 24 ans, dans cette ville, à ce pupitre, résonnaient des paroles visionnaires, celles du président Jean-Luc Cazettes. Depuis 24 ans elles résonnent dans la grande maison de la CFE-CGC, elles résonnent en moi. Du jeune militant que j'étais, participant à son premier congrès, j'ai pu depuis, mesurer leur portée lumineuse et prophétique.

Et c'est avec bonheur et beaucoup de fierté que je vais en citer un extrait :

« Je prétends que la société a oublié sa fonction première qui est d'être au service des hommes et des femmes qui la composent.

[...]

Quel est ce monstre froid, anonyme, virtuel, auquel tout doit être subordonné, auquel tout doit être sacrifié, le marché et plus précisément le marché financier ? Ce nouveau veau d'or que l'on doit adorer, ce nouveau Moloch qui dévore ses enfants ? Cette société de marché que l'on veut nous imposer où le devenir des hommes et des femmes n'est qu'une résultante et non pas la cause sacrée que nous devons défendre, cette société de marché ne peut être notre objectif. »

Voilà, et depuis 24 ans, quatre présidents de la République et quinze gouvernements qui n'ont rien vu, rien fait, rien compris pour inverser le cours des choses. Rien fait pour remettre la main et agir sur un destin commun, sur une souveraineté reconquise. Mais c'est pire, en fait, ils ont collaboré à cette trahison. Trahison des élites, trahison des cadres, de l'encadrement, de l'ensemble de la population qui travaille et s'investit pour rendre meilleure la société. Ceux qui financent la solidarité sont expulsés de son bénéfice. Ils payent le loyer mais sont invités à dormir dehors. Les services publics se délabrent et leurs agents sont en souffrance. Et pendant ce temps-là les entreprises sont arrosées d'argent public sans contrôle ni condition.

L'ENCADREMENT AU CŒUR DE LA QUESTION

Ainsi, quelle est la place de l'encadrement dans cette France qui recule ? Pour notre gouvernement et ceux, d'ailleurs, qui l'ont précédé depuis 30 ans, elle est facile à définir. Ils sont ceux qu'il faut exclure progressivement du bénéfice de la solidarité inter catégorielle dont ils sont les financeurs au principal. Est-ce que quelqu'un ici peut me citer un seul dispositif mis en place par l'Etat qui ne soit pas sous condition de ressources ? Ce plafond qui ne fait que baisser au fur et à mesure que la classe moyenne se précarise. Pendant que les loyers augmentent en même temps que la charge de travail, les salaires moyens baissent sous l'effet du talon, les grilles salariales s'effondrent et l'évolution de carrière finira par se mesurer uniquement par l'augmentation des responsabilités. Pour le reste, on attendra.

Mais la responsabilité doit être reconnue et valorisée. Rien ne peut fonctionner, quelle que soit l'entreprise, si chacun n'en a pas pris sa part. Parce que réussir, c'est s'investir dans ses études, dans sa carrière. Et pour s'investir, il faut avoir confiance dans l'avenir et dans sa capacité à y jouer un rôle. Rien n'est surprenant dans le phénomène de « grande démission ». Au contraire, cette difficulté qu'ont aujourd'hui les entreprises à recruter, à l'image de l'exigence nouvelle de la jeune génération, est la meilleure chance d'inverser le cours des choses dans la perte d'attachement et de sens entre le travailleur, son travail et son entreprise.

Car là où le gouvernement mise sur la résignation, la CFE-CGC au contraire, affirme que cette envie de réussir sa vie en la connectant aux grands enjeux de notre monde, en mettant son intelligence et sa formation au service de vrais projets de transformation de la société, est une opportunité décisive. Réussir, ce n'est pas brûler du capital en rachetant ses actions pour enrichir les actionnaires en spéculant. Réussir, c'est investir. Réussir, c'est penser l'avenir, pas le détruire.

L'ARGUMENT D'AUTORITÉ ET LA RÉFORME NÉCESSAIRE

Tiens, et si on parlait des retraites et du recul de l'âge légal à 64 ans. Dès le début, nous avons dénoncé sa motivation suspecte et déséquilibrée, nous avons aisément démonté son argumentation précaire et dénoncé l'injustice de son impact, et nous étions dans notre rôle. Exigeants et constructifs, nous le sommes quand nous proposons plus de 20 mesures pour maintenir dans l'emploi les salariés en dernière partie de carrière dont les employeurs ne veulent plus et qui finissent par se résigner à cette alternative, partir vite et vite oublier ce que l'on a retenu d'une longue vie de travail et que l'on aurait aimé transmettre.

Les grands prêtres de la déesse TINA (There Is No Alternative) sont installés dans tous les cercles du pouvoir et distribuent leurs ordonnances signées par le docteur McKinsey à des dirigeants en plein bad trip idéologique. Comme si rien n'avait changé depuis 40 ans. Mais nous ne voulons plus de leurs réformes « nécessaires ». La réforme des retraites c'est l'overdose des réformes soi-disant courageuses. Et leurs leçons en chaire pensées pour nous impressionner tombent à plat. Ceux qui m'impressionnent, ce sont les militants, c'est vous. Ce sont mes enfants, leurs amis et leur volonté de changer le monde pour le rendre un peu plus vivable, un peu plus solidaire, un peu plus durable.

C'est à nous maintenant d'user de l'argument d'autorité. Nous sommes intelligents et vous avez renoncé à l'être. Nous pilotons des raffineries et des centrales nucléaires pendant que vous jouez à la dinette, nous construisons des hélicoptères pendant que vous faites des maquettes. Nous élaborons le financement de grands projets pendant que vous jouez au Monopoly. Le voilà le drame, pendant que nous nous acharnons à faire tourner la France, vous réduisez nos efforts à néant en vous abandonnant à la vulgarité des idées toutes faites dans le moule de vos consultants, experts et toutologues du prêt à penser.

L'ÉCONOMIE À GENOUX ET CEUX QUI LA RELÈVENT

Il y a quelques jours, une cohorte de responsables hallucinés, ivres des délires injectés à forte dose par leurs communicants, nous accusaient de vouloir mettre l'économie à genoux ! Quel mépris, quelle méconnaissance de notre société, de ce qui l'anime et la fait fonctionner, la pousse à la performance et à la sécurité. Car enfin, qui a mis l'économie de la France à genoux sinon les actionnaires des grandes sociétés qui, assoiffés de dividendes, ont vendu à la découpe certains fleurons de l'industrie ? Qui a mis l'économie à genoux sinon les dirigeants eux-mêmes de ces sociétés, arrivés ici par le hasard opportun de leur carnet d'adresse, y trouvant le moyen rapide de s'enrichir en jetant dans la précarité des milliers de salariés, eux-mêmes héritiers naturels d'une histoire de conquêtes technologiques et économiques, puis laissés ici sur le bord de la route au nom des ajustements structurels ?

Qui a mis l'économie à genoux sinon des gouvernements incapables, constitués au gré du vent des alliances politiques incertaines, incompetents à comprendre la France, cherchant toujours ailleurs que dans leur jardin les ressources intellectuelles qui leur font défaut ? Qui a mis l'économie à genoux sinon ceux qui ont démantelé la filière nucléaire qui faisait la fierté de la France au rythme effréné de mensonges et de calculs politiques indignes de l'enjeu ? Les mêmes qui n'ont pas su défendre l'industrie quand le moment commandait d'avoir une vision et une stratégie. Qui a vendu Alstom ? Qui a vendu Alcatel ? Qui a vendu Lafarge ? Qui a vidé la trésorerie de Arjowiggins emportant avec son larcin le savoir-faire séculaire de l'industrie du papier en France ? Des exemples comme cela, il y en a mille !

Et dans la liste des réponses à cette question de la responsabilité du désastre, nulle part on ne trouvera les noms des fonctionnaires et salariés. Eux, tout leur mérite aura été de se battre pour défendre leurs entreprises ou la qualité du service public. Eux, dont la faute sans cesse reprochée aura été de vouloir en vivre dignement, et de demander la juste récompense pour leur investissement personnel tout au long de leur vie. Un investissement pour une vie meilleure, pour eux, leurs familles, leurs proches et finalement pour la collectivité tout entière. Car il faut le dire et le répéter sans cesse : le progrès n'est rien d'autre que l'addition des volontés individuelles de progresser.

Mais parce que je suis un militant de la CFE-CGC, je ne vais pas en rester là et je vais tenter de vous conduire sur un chemin balisé, celui d'une confiance restaurée dans l'avenir. Je vais faire ce qui est le cœur du mandat de tout militant syndical, montrer qu'il est possible de voir plus loin et d'ouvrir des espaces, et dans ces espaces, de cultiver la confiance dans nos capacités à changer la société, à continuer de la construire et de la développer, ce qui est la fonction même de tout membre de l'encadrement : être partout où des responsabilités sont sur la table et qu'il faut s'en saisir pour régler des problèmes et inventer des solutions.

Car des alternatives il y en a !

RESTAURER LA CONFIANCE

Pour déployer ce programme ambitieux, celui de cultiver la confiance en l'avenir, nous comptons mobiliser toutes les ressources de notre organisation en continuant le travail en commun avec les fédérations, les syndicats et les sections syndicales. Et ainsi, construire nos revendications à partir des expériences vécues au plus près du terrain par nos militants.

Pour relancer l'industrie, pour reconquérir notre espace numérique menacé par des prédateurs non-européens, l'ambition de la souveraineté doit se doubler d'un investissement sans précédent de l'Etat dans la recherche. Pour être efficaces les entreprises doivent accompagner ce mouvement et réallouer une bonne partie des dividendes vers l'investissement.

Pour la CFE-CGC, quatre conditions permettront d'y arriver : conditionner les aides et les financements vers un meilleur partage de la valeur ; placer l'intérêt social au cœur des gouvernances d'entreprise en laissant une large place aux administrateurs salariés ; flécher l'épargne pour reprendre pied dans nos entreprises ; modifier notre lecture comptable des entreprises en y intégrant l'objectif de durabilité, avec la création de dettes sociales et écologiques.

Le développement durable n'est plus un slogan facile, dévalué par les entreprises en proie au « greenwashing », c'est un enjeu de société indépassable sans lequel aucun projet n'a de sens. La CFE-CGC est montée dans le train de la transition énergétique et écologique. Nous continuerons d'y apporter notre vision progressiste et exigeante, basée sur une expertise reconnue. Décarboner le secteur de l'énergie avec un mix efficace, investir dans les énergies d'avenir, accompagner la R&D au service d'une société bas carbone créatrice d'emploi dans les territoires, limiter les impacts environnementaux de l'activité économique : tels sont les grands défis de refonte de notre modèle actuel pour inverser les dramatiques projections des scientifiques. Ils ne seront pas relevés sans la contribution active de l'encadrement.

Notre modèle social est envié dans le monde entier, mais il ne cesse d'être écorné au nom d'une volonté d'équilibre financier dictée par une vision comptable à court terme. Notre proposition est de travailler à une protection sociale centrée sur les besoins des individus tout au long de la vie et pour tous les aléas, en s'adaptant à l'évolution des risques sociaux. Il s'agit de favoriser les mesures permettant la conciliation des temps de vie. Organiser ainsi la société pour que le moment où l'on est une ressource pour son environnement compense les périodes où l'on est une charge. La solidarité n'est pas un objectif, c'est un principe indépassable qui impose de penser la protection sociale en termes de besoins et de moyens.

L'organisation maltraitante, c'est le marteau-piqueur de l'encadrement, objectifs inatteignables injonctions paradoxales, nous sommes au début d'un désastre sanitaire qui se développe et dont l'ampleur nous inquiète et nous oblige. Pionnière sur les questions de stress au travail, dans la ligne des résolutions adoptées à Deauville sur l'encadrement et la qualité du travail, la CFE-CGC développera son expertise, pour rester une référence sur la réflexion et les revendications dans le domaine de l'organisation du travail sous toutes ses formes.

L'investissement collectif pour l'égalité des chances de chacun face aux accidents de la vie est le plus noble des combats. C'est l'expression la plus intime de ce qui définit une humanité. Et nous n'allons pas céder la première place que nous avons conquise, et qui nous est reconnue, sur les questions d'insertion dans le monde du travail des personnes en situation de handicap. L'égalité d'accès au travail, au logement, à la solidarité sont les expressions les plus abouties d'une société développée et c'est une bataille incessante pour la défendre. Eh bien, nous continuerons de la mener avec obstination.

La compétitivité économique, c'est la capacité de transmettre les savoirs d'une génération à l'autre. Et cette opération ne va pas de soi. En faisant basculer la formation professionnelle dans la forme la plus vulgaire de l'économie de marché, des ministres et leurs conseillers, nourris au banquet de la démagogie, ont cassé un outil au service de l'efficacité collective. Ils l'ont remplacé par une machine à créer de la frustration et des déficits. Nous sommes prêts à affronter le chantier qui s'ouvre sur la question du travail et de l'emploi, en revendiquant que seule la reconnaissance du parcours professionnel permet de rendre nos entreprises compétitives.

Et notre présence dans les instances internationales ne va pas faiblir, au contraire. Au moment où la norme nationale s'affaiblit toujours plus, l'action syndicale doit se développer aux niveaux européens et international. Dans l'entreprise et au-delà, la CFE-CGC s'est imposée comme un acteur incontournable à ce niveau, et nous continuerons à y développer notre exception française : un authentique syndicalisme d'encadrement, tourné vers la croissance, le progrès et la solidarité.

UNE ORGANISATION DE MILITANTS

Grace à l'action de nos militants sur le terrain, la CFE-CGC est l'organisation qui s'est le plus développée depuis 12 ans. Par votre travail, par le sérieux et la force de nos propositions, nous avons conquis une position que l'on ne lâchera plus. Et pour cela, tous les moyens de l'organisation seront au service du développement, de l'implantation des sections nouvelles et de l'appui aux fédérations et de leurs militants sur le terrain. Deux secrétaires nationaux seront responsables de la mise en œuvre de notre objectif de développement avec les unions territoriales.

La confédération et les salariés qui y travaillent sont devenus un centre de compétences rassemblées à l'appui du syndicalisme d'encadrement, pour porter les valeurs de la CFE-CGC dans les entreprises et les services publics. C'est cette complémentarité indispensable pour atteindre l'excellence que je veux saluer ici. Notre force impressionne parce que nous avons choisi le haut niveau et je veux ici saluer le travail de tous ceux qui servent l'organisation, rue du Rocher et partout dans les territoires où nous avons inscrit des ambitions nouvelles.

Mais, il ne faut jamais s'arrêter à l'ornière des résultats et c'est un nouveau souffle que nous voulons apporter car plus la roue tourne vite, plus il faut d'effort pour alimenter son mouvement. La formation syndicale continuera de suivre les besoins en développant son offre en quantité et en diversité. Tous les services supports informatiques et techniques vont continuer leur développement en vue de mettre à disposition en temps réel les productions, les analyses et les informations à l'appui de leur action.

Les productions d'analyses, de décryptages, de manuels continueront d'être une référence pour tous les sujets traités. Mais nous allons ouvrir d'autres perspectives en augmentant nos collaborations sur des sujets d'avenir comme la transformation de l'économie et les transitions indispensables pour construire un avenir durable.

Nous continuerons l'implantation de sections nouvelles avec un programme de développement territorial qui va s'intensifier dans une année électorale décisive. En même temps que le programme de soutien au développement dans la fonction publique va s'enrichir.

Enfin, la communication qui entoure et valorise les analyses de la CFE-CGC va se rapprocher toujours plus près du terrain et des militants. Nous sommes fiers de la CFE-CGC, heureux et fiers de porter des positions ambitieuses et défendre des valeurs fortes, il faut que cela se sache et que tout le monde le voie, c'est notre objectif.

SYNDICALISME ET RÉFORME, MISE AU POINT

Le corps social est un corps vivant confronté sans relâche au besoin d'évoluer pour s'adapter à un environnement changeant. Ce besoin constant de réforme s'entend clairement dans l'objectif d'une société de progrès pour laquelle chaque contributeur se voit justement rétribué des efforts qu'il produit au service de la croissance et du bien-être. C'est dans ce sens que la CFE-CGC est un syndicat réformateur. Aujourd'hui comme hier, notre organisation retient pour principe que seule la négociation entre partenaires qui se reconnaissent procure le moyen d'une réforme adaptée aux besoins et dans le juste équilibre d'une solidarité nécessaire.

Depuis 30 ans, le pouvoir politique s'est progressivement remis entre les mains du pouvoir économique et financier, et il est apparu que le progrès serait de moins en moins partagé avec ceux qui le construisent. Il s'impose donc que la réforme n'est plus le moyen de progresser mais celui de s'accommoder aux règles du néolibéralisme. Le processus est simple, il s'agit d'affaiblir la norme du travail et d'en inverser la hiérarchie de façon à inféoder le rapport de force social au rapport de force économique. Ainsi les syndicats ont-ils été invités à devenir « réformistes » pour accompagner le grand mouvement de libéralisation dont l'unique horizon apparaît, de plus en plus, être celui de l'augmentation de la pauvreté et des risques psycho-sociaux. Le mot a été dévoyé, vidé de sa substance progressiste par les décideurs politiques à la vision binaire pour lesquels un syndicat est sommé d'être soit un contestataire impénitent, soit un accompagnateur zélé.

Qui pourrait douter de la nature engagée des militants de la CFE-CGC, formés pour travailler constamment la matière du changement et des adaptations nécessaires à en faire l'instrument du progrès social ? Personne ! Mais si notre organisation reste réformatrice comme un état fondamental depuis son origine, nous avons choisi une troisième voie : celle d'être des objecteurs de pensée unique. C'est un choix qui nous concerne et c'est un nouveau chemin que nous traçons.

Partout, les membres de l'encadrement que la CFE-CGC entend représenter envoient le même signal : l'économie a déraillé, la réduction des coûts et la maximisation des profits ont substitué une stratégie pensée pour le développement. Pour avancer à nouveau vers un monde de progrès, il faut le réformer. Et pour cela, redonner tout son sens et sa noblesse au mot de réforme en l'affranchissant du concept de « réformisme », disqualifié par des années de dérégulation et de simplification, dont les cinq dernières furent parmi les pires. A la CFE-CGC, c'est notre analyse, c'est autour que se définissent nos positions et c'est notre liberté de les défendre. C'est cette quête de liberté qui m'anime au moment de me présenter devant vous.

CANDIDATURE

C'est la 4^e fois que je me présente à la présidence de la CFE-CGC. Il y a un an, je me suis posé la question : As-tu vraiment envie d'y retourner ? Tu ne dois pas te tromper, tu ne dois pas les tromper.

Et la réponse est oui ! Oui j'ai ce désir. Je ne suis pas fatigué et je n'ai pas dit mon dernier mot ! Ce n'est pas tant l'expérience de la fonction que j'ai à vous offrir mais une envie indépassable de porter pour 3 ans l'ambition de la CFE-CGC de devenir encore plus forte.

Je m'appelle François Hommeril, j'ai 61 ans, je suis candidat à la présidence de la CFE-CGC. Je suis candidat pour vous représenter partout où cela sera possible. Je suis candidat pour contribuer à porter notre organisation vers les sommets qui se dessinent devant nous. Car plus nous avançons, plus ils nous paraissent haut, mais plus nous nous sentons forts pour les atteindre.

Je suis candidat et je ne suis pas tout seul. Je viens devant vous avec une équipe prête à travailler, avec Jean-Philippe et Farida, avec l'exécutif que vous élirez demain, nous continuerons à représenter la CFE-CGC avec fierté et engagement. Ensemble nous poursuivrons l'objectif de développement de la CFE-CGC en équipant nos militants des meilleurs outils pour construire un syndicalisme moderne, ambitieux et durable.

Je suis candidat parce que je suis un militant et rien de ce que vous vivez au quotidien ne m'est indifférent. Je suis animé, comme au premier jour du même désir de justice et de reconnaissance pour l'encadrement. Dans quelques instants, le congrès de la CFE-CGC élira un trio au service de l'organisation et de l'encadrement pour défendre une doctrine syndicale forte et adaptée aux enjeux de notre monde. C'est-à-dire cultiver la confiance nécessaire à chacun au moment où il se projette dans un projet de carrière, dans un projet de vie ambitieux. Car l'investissement nécessaire à soutenir ce projet est lourd à porter et ne peut s'envisager sans promesse d'une vie meilleure, sans la promesse d'une utilité renforcée de son travail vers un monde plus juste et plus respectueux des personnes et de notre environnement.

Ensemble, nous continuerons à cultiver la confiance en l'avenir.

Vive la CFE-CGC !

François Hommeril, président de la CFE-CGC